regards

#LELONGREGARDS

CORINNE MOREL DARLEUX

ÉCOSOCIALISTE

ENTRETIEN RÉALISÉ
PAR PIERRE JACQUEMAIN
ET PABLO PILLAUD VIVIEN

Cette émission a été enregistrée le 5 mars dernier. Quelques jours avant que la France ne soit confinée. Bien avant même que la prise de conscience du danger sanitaire qui allait nous envahir, ne soit mondiale. Pourtant, tous les signes étaient là. Ceux d'un monde qui fonce droit au mur. Corinne Morel-Darleux, écosocialiste, élue à la région Auvergne-Rhône-Alpes et autrice de *Plutôt couler en beauté que flotter sans grâce : Réflexions sur l'effondrement* (Editions Libertalia) est l'invitée du Long Regards

Dans votre livre, *Plutôt couler en beauté que flotter sans grâce*, votre compagnon de route tout au long de vos réflexions, c'est un marin de la seconde moitié du XXe siècle, Bernard Moitessier : *« j'avais envie d'aller là où les choses sont simples. »* Vous aussi, c'est là que vous avez envie d'aller, physiquement, littérairement autant que politiquement ?

C'est une tentation assez furieuse et croissante. Par exemple, je trouve de plus en plus compliqué de venir à Paris, d'ouvrir Twitter et de commenter l'actualité dans ce pays. Tout cela manque singulièrement de simplicité mais aussi d'une forme de dignité. Et cela génère une tension que l'on voit à l'œuvre chez beaucoup de militants, beaucoup de personnes engagées – quelque chose qui se situerait entre un sentiment tenace qu'on n'a pas le droit de fléchir ou d'abandonner et, dans le même temps, l'envie parfois de se retirer loin du chaos et du fracas du monde. C'est la tentation de l'île de Ré à l'heure moderne. Ce tiraillement parle à beaucoup de monde si j'en crois les retours des lecteurs et lectrices depuis le mois de juin dernier.

Dans votre ouvrage, vous conspuez la société de consommation, le règne de l'argent et de la compétition. Et vous écrivez qu'il n'existe plus de géographie du refuge à tout cela, hors l'exil, en mer ou en montagne. Parfois en restant dans la société, mais solitairement. Pas de salut par l'émancipation collective donc ?

C'est presque l'inverse : il n'y a plus de géographie du refuge ou de l'exil, parce qu'en réalité, aujourd'hui, l'hégémonie culturelle et la mondialisation font qu'il n'y a plus beaucoup de lieux ou de communautés de vie qui soient préservés du néolibéralisme et de cette injonction permanente à la consommation. Il n'y a plus cette possibilité du repli. Et tout cela renforce l'ardente nécessité de lutter de manière collective. Pour moi, les stratégies individuelles de sauvetage sont vouées à l'échec car on est toujours rattrapés par le monde dans lequel on vit. La seule solution, c'est donc de changer ce monde.

Vous reprenez aussi une phrase de l'activiste australien John Seed, souvent entendue sur la ZAD de Notre-Dame-Des-Landes : *« Nous ne défendons pas la nature, nous sommes la nature qui se défend. »* Mais plus loin, vous notez que le problème de tout ça, c'est la faillibilité humaine. L'être humain est bon ou mauvais par essence, Corinne Morel-Darleux ? Parce que ça change beaucoup à ce que vous écrivez…

Je ne sais pas répondre à cette question et c'est l'une des difficultés inextricables dans lesquelles on est plongés aujourd'hui, à l'heure de ce qu'on appelle l'anthropocène ou le capitalocène. Mais, de manière plus pertinente en réalité, si l'on parle d'anthropocène, c'est qu'on commence à voir émerger une critique de l'anthropocentrisme. D'où la nécessité de rappeler que les distinctions nature/culture doivent être dépassées. L'être humain est un être vivant qui appartient à la biosphère, aux écosystèmes et l'on doit retrouver notre place là-dedans, non pas en domination, mais en liens d'interdépendance. Il y a l'étude des phénomènes climatiques et d'extinction de la biodiversité qui prouve de manière très claire que les activités humaines sont à l'origine de ce désastre. Mais il y aussi une autre question qu'il faut se poser : est-ce que ce sont les activités humaines en tant que

« On a besoin d'émancipation collective mais on a aussi besoin d'épanouissement individuel »

telles, de manière intrinsèque, qui amènent au désastre, ou bien est-ce que c'est le capitalisme et l'ère industrielle ? À quel moment l'être humain commence à devenir néfaste presque par essence et est-ce qu'il est possible d'envisager une véritable harmonie avec son environnement ? Le simple fait de vivre, d'exister, de respirer et de se déplacer a clairement une empreinte écologique. Notre effet sur l'environnement est presque nécessaire. La question politique devient donc : quel mécanisme d'organisation de la société peut nous permettre d'alléger cette empreinte de manière à ce qu'elle soit soutenable ? En d'autres termes, il s'agit d'inventer un droit du reste du vivant à vivre sa vie.

Vous vous livrez aussi, au détour d'un paragraphe, à une petite critique en règle du populisme : *« Le "collectif", le "peuple", les "citoyens" fonctionnent en politique comme autant d'injonctions et de fantasmes de masses homogènes. (…) De même qu'il ne suffit pas de crier le plus fort pour avoir raison et que répéter une erreur 100 fois ne fait pas une vérité, la méthode Coué ne suffira pas à faire apparaître de nouveaux bataillons prêts et formés à lutter. »* Est-ce que ça peut encore se construire le peuple, la classe, le collectif ? Ou c'est foutu et il faut trouver d'autres transcendances ?

Le peuple et la classe, ce n'est déjà pas la même chose. Je crois aujourd'hui à l'existence de classes sociales et à un combat qui se mène entre ces classes sociales, singulièrement entre la classe dominante et les classes plus précaires - ce qui n'est pas le cas de la notion de peuple. Je ne suis pas sûr que l'on puisse parler de "peuple" en France, par exemple. L'une des difficultés auxquelles on se heurte en termes de mobilisations et d'engagements – ce que pointent ces gens qui font des tribunes pour se demander pourquoi les gens ne se mobilisent pas davantage –, c'est l'atomisation de la société qui fait que le sentiment d'appartenance à une classe manque de supports, de lieux, d'espaces et d'objets pour se nouer et devenir une réalité politique. Il y a des leviers qu'on avait ou que d'autres ont eu à la fin du XIXe siècle voire au début du XXe. Mais que l'on n'a plus. En revanche, nous avons aujourd'hui d'autres leviers, que l'on ne voit pas encore de manière aussi distincte mais que l'on peut essayer de développer avant de les activer. Sur le climat et la biodiversité, on doit par exemple trouver un moyen de cristalliser le sentiment d'appartenance à une classe sociale.

Comment réconcilie-t-on la réussite, souvent entendue comme individuelle, et l'émancipation collective ?

Je ne souhaite pas que l'on abandonne complètement la question individuelle et qu'on la noie, au nom d'un prétendu impératif collectif. Tout mon engagement s'est développé autour des luttes collectives mais on a trop tendance, dans ces luttes-là, à laisser de côté l'individu. On a besoin d'émancipation collective mais on a aussi besoin d'épanouissement individuel. C'est l'une des raisons pour lesquelles j'ai pris comme fil conducteur ce personnage de Bernard Moitessier. En 1969, alors qu'il est en passe de remporter la première course autour du monde en solitaire, sans escale et sans assistance extérieure, il est attendu en vainqueur et va finalement décider de ne pas franchir la ligne d'arrivée et de ne pas retourner en Europe. Il voulait aller là où les choses sont simples. Il ne se reconnaissait plus dans cette société occidentale, très axée sur la marchandisation, l'argent et le pouvoir des médias. Il a changé de cap et a renoncé à la victoire pour poursuivre sa route jusqu'aux îles du Pacifique où il s'est installé. Une fois là-bas, il n'a pas passé son temps à danser avec des colliers de fleurs. Il s'est engagé dans la lutte contre les essais nucléaires dans le Pacifique, contre la bétonisation du petit port où il a trouvé refuge. Il a écrit aux maires de France pour les inciter à planter des arbres fruitiers dans leurs communes. On n'est donc pas là avec quelqu'un qui, par pur désir individuel, est allé vivre reclus dans les îles, d'amour et d'eau fraîche. Et c'est ça qui m'intéresse dans le symbole que j'utilise avec lui : comment est-ce qu'on arrive à concilier à la fois un engagement collectif et le fait de ne pas se sentir uniquement comme faisant partie d'un collectif qui peut parfois générer des sentiments de troupeaux ? Parce qu'il faut aussi savoir refuser l'autorité du chef de troupe.

Pour vous, *« louer un mode de vie sobre que les pauvres sont obligés de subir, lorsque cela est affirmé sans conscience, relève de la faute de classe, de l'indécence. »* Du coup, vous nous proposez une solution : *« pour que la pauvreté subie se transforme en frugalité choisie, il y a besoin de choix individuels, mais aussi d'organisation collective. »* Ça passe par quoi exactement ?

Je fais référence à la question des services publics et des mécanismes de solidarité nationale qui peuvent aussi parfois s'organiser au niveau local. Il s'agit là du refus de l'idéologie libérale qui consiste à dire : quand on veut, on peut et si chacun s'occupe de son propre destin, tout le monde va s'en sortir. Ça passe aussi par le fait de ne pas faire fi des rapports de domination qui existent dans la société. Nous ne partons pas tous du même endroit, nous n'avons pas tous le même quotidien ni le même vécu. Ces mécanismes collectifs sont là pour corriger ces inégalités et se faire garants des solidarités nationales. Comme on l'évoquait dans la question précédente, je m'interroge : comment peut-on faire pour que chacun ait la possibilité de choisir de réussir ou pas ? Je raccroche beaucoup la figure de Bernard Moitessier à la notion de refus de parvenir, une notion étudiée notamment dans les milieux libertaires et que j'avais envie d'élargir. Je parle aussi d'indécence à en parler sans conscience de classes parce que ça peut paraître choquant de parler de refus de parvenir comme ça peut être choquant de parler de décroissance ou de simplicité volontaire ou encore de frugalité choisie à une époque où les gens n'ont pas le luxe de ces choix-là et sont, de fait, dans une frugalité contrainte et une précarité subie. J'essaie de relier tout ça à la question du mouvement social, des grandes conquêtes sociales et de l'im-

« Si l'on veut que les plus pauvres aient la possibilité de dire non à des choses qui leur sont offertes, encore faut-il qu'il y ait la possibilité du choix. »

« En matière climatique et de biodiversité, j'ai l'impression qu'on est passé de dix ans de déni à tout d'un coup "tout est foutu". »

pératif de les maintenir. Si l'on veut que les plus pauvres aient la possibilité de dire non à des choses qui leur sont offertes, encore faut-il qu'il y ait la possibilité du choix. Et ça, c'est le rôle du politique au sens large du terme, c'est-à-dire d'offrir la possibilité de ce choix. Ça ne peut passer que par des mécanismes collectifs.

Un des concepts importants de votre ouvrage, c'est celui de dignité du présent : *« c'est ce qu'il nous reste de plus sûr face à l'improbabilité de victoires futures, de plus en plus hypothétiques au fur et à mesure que notre civilisation sombre. »* Une sorte de suc qui nous permettrait de continuer de nous battre alors qu'on va perdre. Ça n'est pas un peu pessimiste comme vision du monde ou même comme moteur d'un combat ?

Ça peut être perçu comme cela mais ce n'est pas comme ça que je l'aborde. Cela fait un an et demi que je suis confrontée, à la fois à titre personnel mais aussi à travers les personnes que je rencontre dans le cadre de mes activités, à un sentiment de plus en plus halluciné de dévissage de la société dans tous les domaines : des inégalités sociales, de l'indécence du comportement des ultra-riches, de la démocratie ou des domaines sociaux ou environnementaux. Il n'y a pas une semaine qui se passe sans que l'on ait de nouvelles données, de nouveaux chiffres ou faits qui font la démonstration factuelle que non seulement on n'est pas en train de redresser la barre mais que les choses continuent de s'aggraver. Je pense aussi à ce qui avait été promis la main sur le cœur après la crise de 2008 : en réalité, rien n'a été mis en œuvre. Donc à tous les niveaux, ça merde pour dire les choses clairement. Face à cela, soit on peut choisir de se dire qu'à la fin, on va gagner et qu'il faut donc continuer à distribuer nos tracts, à porter un programme et à porter une voix. Soit on se dit qu'on est face à une situation inédite parce qu'elle fait appel à des réalités géophysiques et matérielles sur le plan du climat et de la biodiversité. Tout cela échappe à nos politiques et, plus on attend, plus les marges de manoeuvre s'amenuisent. Il ne s'agit pas d'être pessimiste en disant ça, il s'agit juste pour moi de faire preuve de lucidité. Mais cette lucidité s'accompagne pour beaucoup, d'un sentiment de défaite. En matière climatique et de biodiversité, j'ai l'impression qu'on est passé de dix ans de déni à tout d'un coup "tout est foutu". Comme si l'engagement collectif avait été zappé. Et beaucoup arrivent aujourd'hui dans le champ politique et découvrent la collapsologie avant d'avoir découvert l'écologie politique. Ils arrivent blindés d'émotions, de peur, d'angoisses et de stress, mais n'ont pas la colonne vertébrale idéologique qui leur permettrait de transformer ces émotions en organisations et en combats collectifs. Et le fait de faire appel à la dignité du présent, c'est aussi une manière pour moi de dire à ces nouveaux venus que l'on peut être à la fois lucides sur un constat accablant, arrêter de se mentir sur les victoires qu'on va obtenir et continuer à lutter. J'entends par exemple encore parler dans certains milieux écolos de l'objectif de rester sous la barre des 1,5 degré de réchauffement moyen à la surface de la planète. Il faut arrêter de dire ça. C'est mentir aux gens : on va dépasser les 1,5 degrés. Aujourd'hui, même les scientifiques le disent – y compris ceux qui cherchent à nous ménager. On peut donc dire la vérité sans pour autant déclarer que tout est foutu et qu'il faut tout arrêter – ne serait-ce que pour cette dignité du présent. Ça n'est pas parce que les victoires futures sont de plus en plus hypothétiques qu'il n'y a pas encore des combats à mener. D'autant que les inégalités sociales vont être renforcées par le réchauffement climatique.

Un mot sur le choix des mots. Dans le livre, vous parlez d'effondrement. Et non pas de catastrophe. Pourquoi cette distinction sémantique est-elle importante ?

J'ai le sentiment qu'on vit avec l'idée de la catastrophe. Je m'intéresse beaucoup à ce qui se passe en Syrie par exemple. Des catastrophes, il y en a jusqu'en bas de chez nous. Des catastrophes humaines, j'en ai croisé plein dans le métro pour venir jusqu'à vous. Mon propos n'est pas tant d'évoquer les catastrophes mais l'effondrement, au sens de l'effondrement civilisationnel à l'échelle planétaire dans un laps de temps réduit. Je ne fais pas partie des prophètes. Je n'ai aucune certitude sur la manière dont les choses peuvent se passer. En revanche, plus je consulte les rapports, plus j'en discute, plus il me semble que la probabilité qu'on assiste à un chaîne d'événements qui finisse par mettre un vrai coup d'arrêt au système mondialisé aujourd'hui, est de plus en plus élevée. La criticité est tellement énorme aujourd'hui qu'on ne peut pas ne pas étudier la possibilité d'un effondrement brutal du système tel qu'on le connaît. Et quand on parle d'extinction de la biodiversité par exemple, on parle d'un effondrement qui a des conséquences dramatiques, irréversibles à l'échelle de l'histoire de l'humanité sur la planète.

Vous n'avez pas le sentiment que le capitalisme a été inventé et pensé de sorte que, quoiqu'il arrive, il tiendra toujours sur ses deux pieds ?

D'un jour sur l'autre j'oscille sur cette question. Certains jours je vois passer des travaux, comme ceux de Razmig Keucheyan sur les cat bonds, c'est-à-dire les obligations catastrophes – qui consistent à se faire de l'argent en pariant sur les prochaines catastrophes naturelles –, et ces jours-là je me dis qu'on ne s'en sortira jamais. Et il y a d'autres jours où je vois le système fragile, comme un colosse au pied d'argile. Tous ces flux qui reposent sur du vide : c'est particulièrement vrai pour la spéculation financière. La dépendance au tout numérique est aussi un facteur de vulnérabilité du système. Aujourd'hui, en France, une coupure ou une panne généralisée de l'électricité paralyserait tout le pays. Il y a donc plein de facteurs de vulnérabilité qui parfois rendent même presque étonnant le fait que le système continue à fonctionner.

Pour répondre à tout cela, vous avez un projet : l'écosocialisme, l'alliance du rouge et du vert. On prend le meilleur du socialisme, on prend le meilleur de l'écologie, on mélange et ça fait l'écosocialisme ?

C'est un peu ça oui. On pourrait y rajouter d'autres traditions et d'autres familles politiques mais l'idée est là : trouver un projet politique qui soit la synthèse de ce qui s'est fait de mieux jusqu'ici en matière de gauche, d'écologie et de progressisme, à la fois pour apporter une réponse systémique à un problème qui est lui-même systémique, sous la forme d'un projet politique et pas uniquement d'un programme. J'en profite pour dire que je tiens beaucoup à cette distinction entre projet et programme : un programme ne suffit pas, il a sans cesse besoin d'être actualisé en fonction des aspects législatifs, de l'accélération des événements etc. Un projet fournit le cap, l'horizon. Normalement, ça doit

être un invariant, une boussole. L'écosocialisme qui postule que l'écologie est incompatible avec le capitalisme et les politiques libérales, c'est ce cap de l'autogestion, d'une autre forme de démocratie sociale et d'organisation de la société, d'un autre rapport au vivant et à notre place dans les écosystèmes, une autre vision de la répartition des richesses. On y retrouve tous les grands marqueurs de la gauche, actualisés au prisme du défi climatique et de la biodiversité. Mais l'écosocialisme, ça ne suffit pas. Une fois qu'on a posé cela, on n'a pas dit comment on y arrivait, par quelles étapes cela passait, avec quelle stratégie de conquête du pouvoir, quels rapports de forces, quelles alliances. Mais on s'est quand même muni d'une base qui est de savoir vers où on veut aller. Cela va aussi nous permettre d'éviter de s'égarer au gré de l'actualité, de l'évolution du climat, des gouvernements successifs, des textes de loi, de l'avancée ou du recul des mouvements sociaux.

« Admettons que l'on soit tous responsables, on n'est pas tous coupables de la même manière. »

On a compris que le projet, c'était l'écosocialisme. Mais il y a une autre notion qui revient régulièrement dans votre livre, c'est la question de l'écologie radicale : c'est le moyen pour arriver à l'écosocialisme ?

Pour moi, l'écologie radicale est avant tout une méthode, au sens d'aller à la racine des causes. On a tellement souffert d'une certaine forme d'écologie qui se contentait de rester à la surface des choses, en essayant de réparer, de raccommoder les dégâts causés par le système de production, sans s'attaquer à lui. On ne peut pas se contenter de s'attaquer aux conséquences sans s'attaquer aux causes. L'écologie radicale, c'est le refus de s'en tenir à ça. J'en ai marre de réparer les dégâts ; ce qui m'intéresse, c'est qu'il n'y ait plus de dégâts. On ne peut pas éviter, en suivant cette logique, la confrontation avec les grandes entreprises les plus polluantes ainsi qu'avec les responsables et les systèmes politiques qui ménagent une place à ces lobbies dans la prise de décision institutionnelle et qui dévoient complètement leur rôle d'anticipation, de planification et de réflexion du long terme. Je voudrais revenir sur l'anthropocène et la responsabilité de l'être humain : admettons que l'on soit tous responsables, on n'est pas tous coupables de la même manière. On n'a d'abord pas tous la même connaissance des faits et pas depuis aussi longtemps. Par exemple, Exxon, dès 1982, avait en mains des études avec des graphiques qui projetaient exactement l'évolution des températures jusqu'à 2019 au dixième de degré près. Mais ce rapport a fini au fond d'un tiroir et Exxon a passé les deux décennies suivantes à financer des groupes de propagande qui disaient exactement l'inverse. La culpabilité n'est donc pas la même, d'autant que nous n'avons pas tous les mêmes leviers.

Compte tenu de l'urgence climatique et environnementale, est-ce que les décisions politiques doivent s'imposer d'autorité ? On a vu dans les marches pour le climat notamment des pancartes « le 49.3 » pour le climat. Ecologie et démocratie, ça marche ensemble ?

Je regrette que l'on ait encore du mal à avoir ce débat-là sans

s'autocensurer. Les anathèmes sortent tellement rapidement vis-à-vis de gens comme Aurélien Barrau, qui se sont immédiatement retrouvés catalogués dans le rang des écofascistes et des khmers verts. Là où je vis et où je suis élue, on a quand même Laurent Wauquiez à la tête de la région [Auvergne-Rhône-Alpes] donc on subit régulièrement les accusations d'ayatollahs verts. Si on pense un tout petit peu au sens des mots, cela devrait être passible de diffamation. Beaucoup de militants vivent déjà mal qu'on les traite sans arrêt de catastrophistes, ils n'ont pas envie qu'on dise qu'ils sont écofascistes. Pourtant le débat doit avoir lieu parce qu'il y a déjà plein de choses qui sont interdites au nom de la vie en société : des limitations de vitesse, on n'a plus le droit de fumer nulle part, etc. Aujourd'hui, on est en train de voir la planète se transformer en étuve, on compte les morts démultipliés par les canicules, les ouragans, on voit des pans entiers de l'agriculture qui sont sacrifiés par des sécheresses à répétition, on voit des espèces s'éteindre et on ne pourrait rien interdire ? Evidemment, tout dépend de ce que l'on interdit. S'il s'agit d'aller interdire une fois de plus aux plus précaires des zones rurales de prendre leur diesel pour aller chercher du boulot à Pole Emploi qui a été délocalisé à vingt bornes de chez eux, c'est sûr que ça risque de ne pas passer. En revanche, je n'ai aucun problème à dire que les industries les plus polluantes comme celles du luxe qui n'ont aucune utilité sociale, que les panneaux de publicité vidéo dans le métro et dans les gares, soient interdits. Et je me sentirais dans mon rôle de défense de l'intérêt général en le faisant.

Mais qui prend la décision ? Est-ce que vous considérez que ce sont des décisions qui doivent être prises par l'ensemble d'une population locale, nationale, du monde ou par des consortiums de scientifiques ?

Aujourd'hui, il y a énormément d'objets, si l'on prend un prisme purement matériel, qui ne sont pas nécessaires. Et il y a des études en matière de consommation d'énergie, d'impact écologique, on connaît le caractère néfaste de tout un tas de substances, de produits et de productions...

Prenons la cigarette par exemple : on sait très bien que c'est un produit éminemment néfaste pour l'être humain, pour autant on continue à en vendre et à en fumer...

La grosse différence, c'est qu'on parle de choses qu'on n'a pas individuellement le choix de refuser ou d'accepter. La cigarette, je peux choisir de la fumer ou de ne pas la fumer ; je peux choisir de commencer et d'arrêter - je passe bien sûr sur l'addiction. Mais il s'agit avant tout d'un choix individuel : personne ne m'oblige, rien ne m'est imposé.

«Si l'on devait faire un référendum, ce devrait être le suivant : voilà la quantité d'énergie que la France peut consommer pour rester dans ses objectifs de neutralité carbone, comment est-ce que vous souhaitez que cette énergie soit utilisée ? Il faut revenir à la question de l'usage. »

C'est d'ailleurs l'objet de l'interdiction dans l'espace public : ne pas imposer sa fumée à l'autre. Dans le cas des écrans de publicité vidéo, je n'ai pas le choix de ne pas les subir. De plus, c'est autant d'énergie qui ne va pas vers d'autres usages qui, eux, pourraient être fondamentaux : se chauffer, cuire sa nourriture, prendre une douche. C'est dans ces termes-là que la question devrait se poser. Si l'on devait faire un référendum, ce devrait être le suivant : voilà la quantité d'énergie que la France peut consommer pour rester dans ses objectifs de neutralité carbone, comment est-ce que vous souhaitez que cette énergie soit utilisée ? Il faut revenir à la question de l'usage. Je parie que peu de gens choisiront de continuer d'avoir des écrans vidéo de publicité dans le métro ! On vient d'ailleurs de passer le jour du dérèglement : début mars, la France a émis autant de gaz à effet de serre que ce qu'elle est censée émettre en une année pour respecter ses propres objectifs inscrits dans la loi en matière de neutralité carbone à horizon 2050. C'est un truc de fou : en deux mois, on a émis ce que l'on devrait émettre en douze. Partons donc de cet objectif d'émission de gaz à effet de serre et répartissons-le. Je pense qu'on serait surpris et très loin d'avoir le sentiment d'être sous un régime écofasciste.

Pour revenir sur la question des scientifiques : considérez-vous qu'ils s'engagent assez ? Et quelle doit être leur place ?
Les scientifiques en tant que tels ont largement fait leur part : on ne manque pas de données, d'études ou de rapports. La question réside plus dans la façon dont on oblige les politiques et les médias à s'emparer de ces faits scientifiques et à les porter à la connaissance de tous pour donner la possibilité à chacun d'y réagir. Ensuite, ce que font les scientifiques sur leur temps libre, je ne me permettrais pas de juger : il s'agit d'autre chose. L'engagement militant est un engagement individuel de citoyen. Je suis donc d'autant plus surprise et respectueuse du fait qu'aujourd'hui, des scientifiques s'engagent en tant que scientifiques et sortent de leur simple rôle qui est d'établir des faits et construire des outils d'aide à la décision. D'autant qu'ils sont de plus en plus nombreux. Le palier qui a été franchi en l'espace de deux ans sur leur implication est énorme : la tonalité des dernières tribunes qui sont sorties, est de plus en plus politique et anticapitaliste. De même, certains membres du GIEC viennent témoigner dans des procès faits à des désobéissants pour le climat, notamment dans le cadre de ceux des décrocheurs de portraits présidentiels. Tout cela relève d'un militantisme scientifique bienvenu, dans la mesure où on en est à un point où tous les renforts sont importants. Evidemment, ça a plus de poids quand c'est un scientifique membre du GIEC que quand c'est un militant écologiste.

N'avez-vous pas peur que cette implication des scientifiques ne renforce l'idée selon laquelle la politique, c'est une affaire d'experts ?
Je ne crois pas. Au contraire, cela montre que la politique n'est pas qu'une affaire de militants. C'est cela le message qu'on a besoin de faire passer.

Dans un autre livre auquel vous avez participé et qui a été publié aux éditions du Seuil avec Reporterre, vous dites que « ce n'est pas au niveau des pouvoirs traditionnels et institutionnels que les choses vont pouvoir se faire ». Ça veut dire que ce sont les citoyens qui doivent se mobiliser ?
Pour avoir passé dix ans dans l'organisation politique et militante traditionnelle au Parti de gauche et au niveau de l'Institution en étant conseillère régionale, je suis arrivée, à titre personnel, à un sentiment de décalage et de hiatus entre ce que permet l'Institution ou la stratégie de conquête du pouvoir par l'Institution, par les urnes, par les élections, et la rapidité à laquelle les choses sont en train de dévisser sur un plan notamment de climat et de biodiversité. Le processus de conquête du pouvoir institutionnel est lent, biaisé par le fait que l'on doit respecter des règles du jeu que l'on n'a pas choisies et avec un doute de plus en plus important sur le fait que l'on puisse réellement gagner. Il suffit de regarder comment se passent les élections aux Etats-Unis et de plus en plus en France pour bien voir que l'on est une fourmi face à un bulldozer. Je crois donc de moins en moins à la voie institutionnelle pour que les choses bougent de manière suffisamment forte et rapide. Cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas qu'il y ait des gens qui se présentent aux différentes élections et je ne veux décourager personne de le faire, mais cela ne suffit pas. Je pense que l'on a besoin de rentrer dans des modes d'action qui se rapprochent davantage de la propagande par le fait et de l'action directe, au sens d'actions qui ne sont pas là uniquement pour s'adresser à quelqu'un et poser des revendications vis-à-vis d'une institution mais qui, par leur simple réalisation, ont déjà un impact. Ça va de planter un arbre qui est en soi déjà un apport à la beauté du paysage mais aussi un refuge de biodiversité, un outil de stockage carbone et pourquoi pas un moyen de subsistance alimentaire si c'est un arbre fruitier, jusqu'au blocage de chantiers de bétonisation de terres agricoles. Il ne s'agit pas uniquement de mettre en avant une revendication mais de voir aussi comment on peut s'organiser pour concrètement faire advenir les choses. Mon propos n'est néanmoins pas de dire qu'il faudrait disqualifier les actions qui ne sont pas dans une intensité ou une confrontation importante. Cela peut passer par plein de choses : quand on voit aujourd'hui la manière dont s'organisent les réseaux d'accueil de migrants, les cantines populaires, les caisses de solidarité pour les grèves, les réseaux de solidarité avec les détenus, il y a déjà plein de choses qui existent, notamment dans les milieux anarchistes, libertaires et syndicaux où, de fait, il y a des actions qui se montent, avec une utilité immédiate, c'est-à-dire qu'elles ne font pas que poser une demande mais la réalisent. Il serait très intéressant de voir aujourd'hui comment cela peut s'étendre à d'autres pans de la société et comment on peut reprendre, petit à petit, collectivement, localement ou de manière plus large, des pans entiers de moyens de s'organiser qui ont été délégués aux institutions. Il y a des choses qui peuvent et doivent relever de l'État mais d'autres n'ont rien à faire là et pourraient tout à fait s'organiser différemment.

Malgré des résistances réactionnaires, on voit qu'il y a un progrès dans la prise de conscience écologique à l'échelle mondiale et à l'échelle de la France. Pour autant, le contexte poli-

« Si on pouvait, en 2022, avoir une candidature unique de gauche, écologiste et écosocialiste, je signe des deux mains. »

tique, et on l'a encore vu aux dernières élections européennes, est très propice aux populistes d'extrême droite. Vous notez un paradoxe entre ces populismes et la prise de conscience écologiste. Comment l'expliquez-vous ?
C'est vrai qu'il y a une montée de la prise de conscience mais elle est loin de résoudre la question : elle est encore en réalité très déconnectée des causes du problème. Qui aujourd'hui fait le lien entre ses conditions précaires d'existence qui font qu'on va aller acheter un t-shirt à 2 euros chez H&M, les conditions de travail dans les usines textiles d'Asie du Sud-Est et la pollution engendrée par le transport de marchandises à bas coût ? Tout cela est d'une complexité en termes de maillons de la chaîne qui n'est jamais expliquée. Le problème, c'est que l'on continue de traiter la question climatique dans les grands médias comme de la météo. Il y a encore des journaux qui se réjouissent qu'il fasse 20 degrés au mois de février en disant que c'est trop chouette parce qu'on peut prendre des coups en terrasse. Alors c'est vrai dans un sens mais ce n'est pas ça le message à faire passer aujourd'hui. Cette prise de conscience est quand même très relative. Dans les dix dernières années, la consommation de charbon au niveau planétaire a augmenté de 23%, la déforestation a augmenté de 50%, le trafic aérien de 64%. Quand on regarde les perspectives d'évolution, à l'exception des impacts du coronavirus, la tendance est à la croissance exponentielle de tout ce qu'il ne faut pas faire. Donc c'est bien la prise de conscience mais tant que ça reste à ce niveau-là, c'est plus anxiogène qu'efficace. Pour la montée du populisme d'extrême droite, je ne suis pas sociologue donc je ne m'avancerai pas sur les liens qu'on peut faire mais ce qui est certain, c'est que ça ne nous arrange pas. Ce sur quoi ont toujours fonctionné les mouvements d'extrême droite, c'est précisément ce qui va être de plus en plus critique dans les années qui viennent, notamment quant aux mouvements de population avec ce qu'on appelle les migrants climatiques. Ils vont instrumentaliser cette peur pour rejeter l'autre et faire passer des mesures sécuritaires. Et on a déjà commencé à le voir, y compris en France avec toutes les mesures d'état d'urgence qui ont suivi les attentats terroristes. Dans les mois et les années qui viennent, on va continuer à voir passer beaucoup de choses inadmissibles : un coup ça sera en raison d'une épidémie, un coup en raison de catastrophe naturelle. Et c'est là qu'est le vrai risque d'écofascisme.

On a donc le projet : l'écosocialisme. On a la méthode : l'écologie radicale. Mais on est encore dans le jeu de la Ve République : François Ruffin a plaidé pour un candidat unique de la gauche et des écologistes en 2022. Y êtes-vous aussi favorable ? C'est quoi le mode d'emploi ?
Comment se passer de l'État : c'est une des choses qui m'a fait m'intéresser à ce qu'il se passe au Rojava, au nord-est de la

Syrie. Comment un territoire de 5 à 6 millions d'habitants s'auto-organise sur d'autres bases ? Il y a un petit exercice d'imagination qui consiste à se poser la question de savoir comment on pourrait vivre sans pétrole, sans électricité et sans État : ce ne serait pas du temps perdu. François Ruffin est de ceux avec qui j'ai plaisir à échanger sur les questions politiques notamment parce qu'il fait partie de ceux qui ont été réellement impacté par la question écologique et par les risques systémiques que cela entraîne - et de manière sincère. Sur 2022, je vous avoue que j'ai beaucoup de mal aujourd'hui à voir une sortie par le haut. Je vois bien que tout le monde commence à s'agiter pour dire, en gros, qu'il faut tout faire pour éviter de se retrouver à nouveau avec le choix impossible entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen et je ne peux qu'approuver totalement ça.
Mais quand je vois encore le bronx que ça a été pour les élections municipales, cela me désespère. Et ce n'est même pas tant la dispersion des listes de gauche que le niveau des polémiques. Moi, franchement, avoir une bonne confrontation politique sur le fond, je n'ai aucun problème. Mais là, ce n'est pas le cas : ce sont souvent des bisbilles de cour de récréation assez désespérantes. Si on pouvait, en 2022, avoir une candidature unique de gauche, écologiste et écosocialiste, je signe des deux mains. Le problème, c'est que je n'en vois pas énormément de signes. Je ne dis pas que c'est foutu et si je peux contribuer d'une quelconque manière à ce que cela ne le soit pas, je le ferai sans aucune hésitation mais je suis assez peu confiante quand je vois comment les choses se passent actuellement.

◆ **ENTRETIEN RÉALISÉ PAR PIERRE JACQUEMAIN ET PABLO PILLAUD-VIVIEN**

DÉCONSTRUISONS...

PRÉJUGÉ NUMÉRO 1
LES ÉCOLOGISTES ONT ABANDONNÉ LA QUESTION SOCIALE PARCE QU'IL FAUT SAUVER LA PLANÈTE.

Il s'agit d'une généralité qui s'appuie sur des définitions très floues : il faudrait d'abord préciser de quoi on parle quand on dit «écologistes». Mais surtout, cette affirmation est un peu dépassée : les choses bougent pas mal de ce côté-là et on a maintenant un vrai mouvement climat (dans lequel j'intègre beaucoup de militants EELV) qui met sur un pied d'égalité les questions sociales et environnementales.

PRÉJUGÉ NUMÉRO 2
LES ÉCOLOGISTES, C'EST JUSTE LA LÉGALISATION DU CANNABIS POUR POUVOIR FUMER DES JOINTS PEINARDS AU SOLEIL.

Ça, ce n'est même pas un préjugé, c'est de la propagande électoraliste. C'est juste stupide et forcément de la mauvaise foi. On ne peut réduire l'écologie politique à la légalisation du cannabis qui reste totalement anecdotique par rapport à ce qui est porté.

PRÉJUGÉ NUMÉRO 3
LA POLLUTION, C'EST LA RESPONSABILITÉ DES HOMMES ET DES FEMMES, ET PAS DES ENTREPRISES ET INDUSTRIES.

Alors celui-là, je ne l'ai jamais entendu. C'est encore une fois stupide : les déchets que produisent les individus viennent au départ de l'industrie. Je ne vois même pas comment on peut faire cette distinction sauf à vouloir gommer l'aspect classiste de la question écologique dont on parlait tout à l'heure en matière de confrontation et de remonter aux causes. Aujourd'hui, la plupart des gens consomment ce que l'industrie leur fournit, de gré ou de force, en les matraquant de publicité.

... LES PRÉJUGÉS

PRÉJUGÉ NUMÉRO 4
L'ÉCOLOGIE, C'EST NI DE GAUCHE NI DE DROITE

Celui-là, il revient souvent avec un petit plus de sincérité en ce moment. Je ne suis évidemment pas du tout d'accord avec cette affirmation. Je pense que c'est d'une grande naïveté que de le penser : on n'est pas tous responsable de la même manière, on n'a pas tous les mêmes leviers. On ne peut donc pas faire comme si l'écologie, au nom de l'intérêt planétaire des conditions de vie sur terre, allait tout d'un coup gommer toutes les différences et qu'on allait tous se mettre à ramer dans la même direction : on n'a pas tous les mêmes intérêts à ramer. Mais il y a plein de personnes qui le pensent réellement parce qu'elles ont été récemment percutées par l'état de dégradation des écosystèmes et que cela leur paraît tellement affolant et grave que le premier réflexe, qui part d'une bonne intention, c'est de se dire que cela dépasse tous les clivages et qu'il faut unir nos forces. Quand c'est dit comme ça, il y a un travail de politisation et d'accompagnement à faire, pas forcément pour les convaincre mais pour qu'ils aient en tête les arguments et les contre-arguments qui leur permettent de se faire leur propre opinion.

PRÉJUGÉ NUMÉRO 5
ÊTRE VRAIMENT ÉCOLOGISTE, C'EST QUITTER LA VIE POLITIQUE REPRÉSENTATIVE, PLANTER DES ARBRES ET FAIRE DE L'AGROFORESTERIE

Je suis très opposé au militantisme sacrificiel. Il faut que chacun aille où il se sent utile et prenne plaisir à faire les choses : on a perdu trop de camarades à vouloir mettre tout le monde sur le même type d'action, avec les mêmes modalités. Et, à titre purement égoïste, je trouve cela super qu'il y ait d'autres personnes qui rentrent en politique institutionnelle et prennent le relais de ceux qui ont envie de faire autre chose. J'encourage donc tous les nouveaux venus à participer à la vie des partis politiques voire à se présenter aux élections. Mais il faut rester lucide sur le fait que ça ne va pas suffire et qu'on a besoin d'une grande variété de modalités. C'est ce que j'appelle « archipéliser les îlots de résistance ». On n'a pas tous les mêmes parcours ou la même culture politique, on n'a pas tous la même réalité quotidienne, on n'a pas tous la même possibilité d'être confronté à la répression policière ou judiciaire par exemple, on n'a pas tous les mêmes envies et c'est tant mieux : cela fait partie du respect de l'individu dans le collectif que d'accepter qu'il y ait cette diversité dans des modes d'actions complémentaires. Cela demande juste un petit peu plus de coordination qu'aujourd'hui mais on y travaille et je ne désespère qu'on y arrive.